

Circulaire d'information

INFCIRC/758

18 juin 2009

Distribution restreinte

Français

Original : Anglais

Communication du 10 juin 2009 reçue de la mission permanente du Royaume-Uni concernant la Conférence internationale sur les approvisionnements en combustible nucléaire : sûreté de l'accès à l'énergie pacifique

Le Secrétariat a reçu de la mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord une communication datée du 10 juin 2009 à laquelle étaient jointes une note du Royaume-Uni et les observations finales du président de la *Conférence internationale sur les approvisionnements en combustible nucléaire : sûreté de l'accès à l'énergie pacifique*, qui s'est tenue à Londres les 17 et 18 mars 2009.

Conformément à la demande formulée dans cette communication, la note et les observations finales sont reproduites ci-après pour l'information des États Membres.

Dans une déclaration publiée sous la cote INFCIRC/713 (18 septembre 2007), le gouvernement du Royaume-Uni s'est associé aux gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume des Pays-Bas pour présenter les vues communes de leurs pays sur les approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire. Les trois pays y ont affirmé leur volonté de contribuer positivement aux discussions de l'AIEA sur cette question. Ensuite, dans le document INFCIRC/728 (12 juin 2008), le gouvernement du Royaume-Uni s'est associé aux gouvernements de l'Allemagne et des Pays-Bas pour partager avec les États Membres de l'AIEA les résultats de la Conférence sur les enjeux et les possibilités concernant les approvisionnements en combustible nucléaire, que les trois pays avaient organisée les 17 et 18 avril 2008 à Berlin.

Pour donner suite à cette conférence, le Royaume-Uni a accueilli à Londres les 17 et 18 mars 2009 une conférence internationale sur le cycle du combustible nucléaire, présidée par M. Bruno Pellaud, ancien Directeur général adjoint chargé des garanties à l'AIEA. Le 1^{er} avril, la mission du Royaume-Uni a accueilli à Vienne une réunion d'information pour les États Membres de l'AIEA sur les vues échangées à cette conférence et sur son issue.

Trente-six pays de tous les continents et un échantillon représentatif d'usagers/bénéficiaires de l'énergie nucléaire civile actuels et potentiels, ainsi que des représentants de l'AIEA ont participé à la Conférence de Londres. Le Premier Ministre du Royaume-Uni, Gordon Brown, a ouvert la Conférence par une allocution dans laquelle il a placé au premier rang des priorités mondiales le désarmement nucléaire multilatéral, la non-prolifération nucléaire et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Un message vidéo du Directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, a suivi, soulignant l'importance de l'élaboration d'approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire pour des raisons à la fois économiques et de non-prolifération.

Pendant la Conférence, les participants ont examiné de manière ouverte et franche les aspects politiques et commerciaux du cycle du combustible nucléaire. Le rôle de l'AIEA a aussi été examiné, et son importance pour la poursuite et le prolongement des discussions a été affirmée et reconnue par nombre de participants. La Conférence a été largement saluée par les participants comme une tribune leur permettant de partager les meilleures pratiques et de mieux comprendre les nombreux enjeux qui se posent. Il a été généralement admis que tout régime multilatéral futur portant sur les approvisionnements en combustible nucléaire et sur leur assurance devait être volontaire, non discriminatoire et non politique, et qu'il ne devait compromettre (en aucune manière) le marché commercial ni porter atteinte aux droits consacrés dans l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Une copie des observations finales du président de la Conférence est jointe à la présente note. Ces observations, formulées par le président de la Conférence de sa propre initiative, constituent un résumé utile des discussions et peuvent présenter un intérêt pour les États Membres de l'AIEA.

Le Royaume-Uni estime que la Conférence a témoigné de l'importance qu'il accorde aux questions nucléaires d'actualité et à l'instauration de la confiance et de la coopération sur un sujet aussi important. Il attend avec intérêt de poursuivre les discussions là-dessus avec les États Membres de l'AIEA.



Observations finales du président

Nous touchons à la fin de l'examen, intéressant et fructueux, de la forme que prendra à l'avenir le cycle du combustible nucléaire. Comme il a été noté à plusieurs reprises tout au long de cette conférence, le défi qui se pose à tous est d'établir, de manière constructive, un juste équilibre entre les deux objectifs que nous nous efforçons de maintenir : d'un côté, l'assurance des approvisionnements en combustible et des services connexes et, de l'autre, l'assurance de la non-prolifération des technologies sensibles.

Les délibérations que nous avons menées – notamment dans les groupes de travail – ont mis en lumière un certain nombre de vues et d'idées partagées, mais aussi de nombreuses propositions individuelles qui méritent d'être étudiées plus avant.

1. L'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) revêt toujours une importance capitale. Tous les participants soutiennent fermement le droit des États à l'utilisation sûre, sécurisée et pacifique de l'énergie nucléaire. Aucune des propositions mettant en jeu le cycle du combustible nucléaire ne doit porter atteinte à ce droit fondamental.
2. Néanmoins, tout le monde est conscient des risques de prolifération associés aux technologies nucléaires sensibles (à savoir les techniques d'enrichissement de l'uranium et de séparation du plutonium), et il serait possible de réduire ces risques si le nombre d'installations de ce type et le nombre de pays qui s'en dotent n'augmentaient pas en même temps que la demande d'énergie nucléaire. Les participants ont noté que la plupart des États n'avaient pas besoin de ces technologies sensibles pour assurer la compétitivité de l'électricité nucléaire. Selon eux, le coût devrait être le seul facteur intervenant dans la planification de ce type d'installation. De fait, les économies d'échelle sont perçues comme un argument incitatif inhérent à la coopération multilatérale.
3. Si, un jour, la demande mondiale l'exige, il conviendra alors de développer modérément les services d'enrichissement et de retraitement afin de maintenir un marché fluide et compétitif du cycle du combustible. De nombreux États non dotés d'armes nucléaires sont d'avis que cette expansion devrait avoir lieu, pour une grande partie, hors du territoire des États dotés d'armes nucléaires.
4. Le concept général d'arrangements nucléaires multilatéraux a été fermement soutenu par la majorité des participants. Il s'agirait notamment de placer les technologies sensibles dans un contexte international avec des services d'appoint pour le cycle du combustible, comme la banque du combustible de l'AIEA (proposition de la NTI), des garanties étendues de la part des vendeurs de combustible, une installation internationale de production (proposition de l'Allemagne) ou des installations multinationales/régionales (par exemple une installation commune en Russie). Toutes les propositions parvenues à l'AIEA ces dernières années ont alimenté utilement le débat sur les arrangements nucléaires multilatéraux.
5. Un certain nombre de participants ont noté avec intérêt que, selon le Directeur général de l'AIEA, l'étape suivante sera d'accepter que toutes les nouvelles activités d'enrichissement et

de retraitement soient placées exclusivement sous contrôle multilatéral, et ensuite d'accepter que toutes les installations existantes passent d'un contrôle national à un contrôle multilatéral.

6. Il existe un soutien ferme en faveur d'un engagement de l'AIEA dans l'esprit et la lettre de l'article IX de son Statut (intitulé « *fourniture de produits* »), à la condition que les critères et les mécanismes de cession de matières appliqués soient non politiques, non discriminatoires et dans l'esprit de l'article IX.
7. De nombreux participants ont noté que la plupart des propositions avaient été formulées par les principaux acteurs intervenant dans le domaine du cycle du combustible nucléaire. Il faut à présent considérer en priorité le point de vue des pays clients, anciens et nouveaux. Les aspects commerciaux et même les incitations commerciales doivent aussi être examinés. Il convient d'étudier de près l'utilité de mécanismes de cession dans les mains de tierces parties (par ex. le « consentement préalable » sur les matières, un groupe de gouvernements ou le Conseil des gouverneurs de l'AIEA) et l'intérêt d'éviter les critères multicouches en ce qui concerne la cession.
8. De nombreux participants espèrent que, s'il existe de nouvelles propositions ou des détails supplémentaires pour les propositions existantes, ceux-ci seront envoyés à temps à l'AIEA pour que le Conseil des gouverneurs puisse les examiner à sa réunion de juin 2009. La dynamique des arrangements nucléaires multilatéraux devrait être maintenue dans les mois qui viennent et, si possible, placée dans le contexte de la Conférence d'examen de 2010 du TNP.
9. De l'avis de certains participants, la nature de la participation de l'AIEA au projet russe d'Angarsk devrait être définie au plus tôt, maintenant que l'on comprend mieux l'impact financier et organisationnel du projet. Le projet de la NTI est parvenu à maturité financière grâce à de nombreuses et généreuses contributions (États-Unis, Union européenne, Émirats arabes unis, Koweït et Norvège); plusieurs participants attendent avec intérêt que le Secrétariat de l'AIEA règle dans les meilleurs délais tous les détails techniques, commerciaux, juridiques et institutionnels.
10. La proposition de projet de sanctuaire multilatéral d'enrichissement a été élaborée de manière très détaillée par le gouvernement allemand. Il a été suggéré de poursuivre à présent le projet au sein d'un groupe approprié de petits et moyens pays – avec l'objectif d'élaborer un modèle industriel et financier pour cette entreprise future.
11. Plusieurs participants ont souhaité que l'AIEA intensifie ses activités dans le domaine des arrangements nucléaires multilatéraux. Il a été suggéré notamment de créer un comité *ad hoc* du Conseil et/ou un groupe d'experts économiques/techniques avec une représentation égale des États fournisseurs et des États consommateurs non dotés d'armes nucléaires.

Excellences, Mesdames, Messieurs, ce sont là les points marquants qui, selon moi, reflètent l'intérêt que les participants à la Conférence portent à la question d'un futur cycle du combustible réalisant un équilibre optimal entre les possibilités qu'il offre et les risques qu'il comporte. Les arrangements nucléaires multilatéraux ont à cet égard un rôle central à jouer.

Bruno Pellaud, président de la Conférence - Lancaster House, Londres, le 18 mars 2009